

## **Discours de François Bayrou**

### **Convention Municipale du Mouvement Démocrate**

**Paris, le 10 février 2008**

**François BAYROU.** - C'est un événement, je ne sais pas si vous vous en rendez compte, c'est un événement, parce qu'apparaît tout d'un coup au grand jour, autrefois, on disait que 1000 fleurs s'épanouissent, apparaît au grand jour une génération nouvelle, totalement inattendue des observateurs que je salue, que je remercie de l'attention avec laquelle ils nous suivent, mais dont je suis heureux qu'ils puissent vérifier avec vous que ce n'est pas du tout ce qu'ils racontent qui est la vérité.

En réalité, la présentation habituelle, c'est que nous avons du mal, nous traversons des temps difficiles et il y a, pour nous, une solitude qui serait notre lot. C'est une solitude dans le monde parlementaire classique, c'est une solitude dans le monde des élus traditionnels, notable. Cela, c'est vrai, mais ce n'est pas une solitude dans la réalité profonde du pays.

Dans la réalité profonde du pays, c'est l'émergence d'une génération nouvelle qui va changer et veut changer la politique française.

Dans la réalité profonde du pays, c'est des milliers et milliers de jeunes et moins jeunes femmes et de jeunes et moins jeunes hommes qui ont pris à bras le corps cette question, qui asphyxie la vie politique française, c'est, toujours les mêmes et la prime à la notabilité et rien ne changera jamais.

Rien ne changera jamais dans les visages et, plus encore, rien ne changera jamais dans le schéma que l'on veut imposer aux Français. Ce schéma est très simple, c'est : quoi que vous disiez dans les élections et, Dieu sait, que les dernières élections de ce point de vue étaient révélatrices, nous sommes arrivés à près de 20 % des voix, ce qui apparaissait dans les élections c'est qu'il y avait en France trois forces principales et un certain nombre de forces respectables elles aussi même si elles n'atteignaient pas les scores qui étaient les nôtres.

Ce qui apparaît dans les élections, c'est le pluralisme et, ce que le système cherche à imposer, c'est le face à face camp contre camp.

Ceci sera démenti, en tout cas est démenti ce matin par la naissance d'une génération politique "SABRA", pourrait-on dire, les "SABRA" de 2008, ceux qui sont nés dans l'espoir nouveau que les Français ont ratifiés au moment de l'élection présidentielle de 2007. Je ne sais pas... J'ai été très ému en les voyant, j'ai été très ému en entendant ces femmes et ces hommes venus des horizons et des traditions différentes, qui tissent aujourd'hui la France. J'ai été très ému et je me disais : qu'a-t-on bien fait de franchir ce pas ! Qu'a-t-on bien fait de choisir l'avenir plutôt que le passé et simplement, comme Marielle l'exprimait, la culture attentive du morceau de gâteau que l'on veut protéger, pour lequel on se bat, même s'il ne cesse de diminuer au travers des années, nous avons choisi, nous, conquête au lieu de protection, conquête au lieu de défense des hommes, conquête au lieu de défense des acquis pour lesquels on négocie pour garder toujours quelques places encore... Quelque chose de très important que nous sommes en train de vivre, c'est quelque chose de très heureux pour moi et dont il faut que je vous dise merci, c'est quelque chose qui, je crois, peut marquer un tournant de la vie politique française et c'est d'une authenticité parfaite et on en a vu 20 ou 30 à la tribune, on aurait pu en voir 200 ou 300 qui vous auraient dit la même chose. Alors, je suis très heureux.

Je veux ajouter un mot pour ceux qui ont été nos compagnons pendant des années et des années. Ils ont des visages et je les connais bien, j'ai beaucoup d'affection pour eux. Vous croyez que l'on peut oublier les décennies de combat que nous avons conduites ensemble ?

Je veux dire avec certitude que nous nous retrouverons, nous nous retrouverons quand cette jouvence que vous portez aura produit son effet sur le territoire, que partout des centaines et des milliers de visages nouveaux s'installeront, alors, vous verrez qu'ils se rendront compte que ce que nous avons fait était bien et, je vous le dis, nous leur tendrons la main. Je n'ai pas l'intention de voir se dissoudre les liens que nous avons avec eux et d'autres viendront d'ailleurs.

Bien sûr, je sais très bien que nous avons eu une divergence. Ils ont eu le sentiment qu'ils ne pourraient pas survivre sans l'appui du pouvoir nouveau qui était en train de s'installer et ceci est après tout une faiblesse humaine.

Ils en portent bien sûr une part de responsabilité et je suis en désaccord avec le choix qu'ils ont fait et je salue d'autant plus ceux qui comme Gilles Artigues ou Anne-Marie Comparini ont décidé de rester sur leurs lignes.

Je veux vous dire ceci parce que, vous savez, cette maxime, cette expression que l'on évoque parfois qui est : Quand le doigt montre la lune, l'imbécile regarde le doigt. Je veux vous dire, il faut chercher la cause, il faut aller à la cause. J'en dirai un mot à la fin de cette intervention.

La cause, ce sont les institutions qui favorisent, cultivent, recherchent, et récompensent la faiblesse au lieu de favoriser, cultiver, rechercher et récompenser le courage, les gens debout et la fidélité aux convictions et j'en apporte la preuve. Il n'y a pas un pays en Europe où ces changements de camps, ce que nous avons vécu et ce que nous allons vivre, et je n'en doute pas une seconde que le Parti Socialiste et nous allons être sollicités pour aller dans une nouvelle vague de recomposition gouvernementale et, une nouvelle fois, naturellement, la faiblesse humaine se trouvera récompensée, mais, mes chers amis, il n'y a pas un pays en Europe où cela se passe ainsi, pas un, l'Italie peut-être.... Ce n'est pas flatteur dans ma bouche ce que je dis... Les seuls dans le monde développé, les seuls en Europe où l'on considère que l'on peut bâtir des gouvernements courageux avec des gens que l'on aura transformés en serviles

Eh bien, ceci est un des maux de la France et il faudra changer ces institutions.

Alors, vous avez vu tout au long de cette rencontre notre valeur ajoutée, nos différences. Je vais reprendre ces différences parce qu'elles sont au fond très intéressantes.

Depuis le début de cette campagne, je devrais dire de ces 30 000 campagnes, nous avons une approche différente des autres forces politiques parce que, depuis le début, nous disons quelque chose qui est infiniment troublant pour le monde politique qui est : Pour nous, vous allez voir l'effort d'imagination qu'il faut pour arriver à cette originalité de pensée, pour nous, les élections municipales sont des élections municipales ! Les élections locales sont des élections locales et, pour nous, c'est un changement profond, c'est une révolution que de rendre à la démocratie locale toute sa puissance et toute sa force.

Il y a des élections nationales et l'élection présidentielle en tout premier lieu. Elles ont de grands enjeux, elles invitent à la confrontation des visions et des forces politiques et, comme chacun le sait, comme chacun le sait désormais et comme chacun doit le savoir, comme chacun doit s'en persuader pour l'avenir, nous ne redoutons pas ces élections nationales, au contraire, nous avons choisi de les affronter et nous y avons créé au printemps dernier une grande surprise.

Nous les affronterons encore que nul n'en doute, avec notre liberté, notre indépendance, notre vision de l'avenir et nous les affronterons avec la volonté de changer le destin de notre pays mais, ici, élections municipales, contrairement à ce qu'a dit pendant des mois Nicolas Sarkozy, avant de faire un pas en arrière au cours d'un déplacement présidentiel à Pau... ! Je ne sais pas pourquoi d'ailleurs !... Je pense qu'il y avait une grande importance stratégique géostratégique internationale au déplacement que, ce jour-là, le président de la République a choisi de faire à Pau, mais le

président de la République a affirmé pendant des mois que ce serait un vote national et le parti socialiste naturellement affirme qu'il s'agit d'un référendum contre Sarkozy.

Ce que nous disons, ce que nous sommes les seuls à dire, ce que nous maintenons, ce que nous affirmons et ce que disent avec nous les Français, c'est que ces élections locales doivent d'abord se jouer sur des enjeux locaux.

Ce matin même paraît dans le Journal du Dimanche une étude d'opinion qui dit que près de 70 % des Français, score en hausse de trois points, pensent comme nous et, ce qui est intéressant, c'est que, dans ces Français, ceux qui pensent le plus que la démocratie locale se joue sur des enjeux locaux, ce sont les sympathisants du Mouvement Démocrate, plus de 82 % d'entre eux, pensent, expriment devant les Français l'idée que nous avons besoin de rendre à la démocratie locale sa dimension locale et, la sensibilité que nous exprimons, elle exprime désormais la sensibilité majoritaire des Français.

Les Français vont choisir. Ils ont bien raison, ils vont voter, ils ont bien raison, pour choisir leur maire, pour choisir les équipes qui vont, pendant 6 ans, avoir la charge de leur commune et pas pour condamner, 18 %, encore moins pour approuver, 14 %, l'action gouvernementale.

Voilà donc notre première affirmation. Nous, démocrates français, nous voulons que la démocratie locale trouve toute sa noblesse. Nous ne voulons pas que dans toutes les communes de France les choix locaux dépendent des combats nationaux.

Et c'est une révolution de bon sens que nous portons ainsi, car les maires, les conseillers municipaux ou généraux qui vont être élus les 9 et 16 mars vont commencer leur mandat en 2008, mais ils le finiront en 2014 et je vous garantis bien qu'en 2014 les questions posées par les soubresauts du pouvoir de 2008, par les innombrables événements, il se passe tous les jours quelque chose aux Galeries Lafayette ! On va encore en apprendre paraît-il dans la journée, donc, que les innombrables événements de la cour n'auront plus en 2014 aucune importance dans l'esprit des Français, mais les maires et les conseils municipaux et les conseils généraux seront toujours là, il faut donc fonder sur l'essentiel et pas sur l'accessoire, la première révolution.

Il y a une deuxième révolution et celle-là est, pour nous, une révolution de bon sens, nous considérons que, dans une élection locale, on peut et on doit faire apparaître au plan local des majorités d'idées qui ne seront pas le décalque stupide des majorités et oppositions nationales. On a le droit de travailler avec des gens mêmes s'ils n'appartiennent pas exactement au camp dans lequel on voudrait vous enfermer.

Cette révolution, vous le mesurez bien, c'est la première fois depuis 50 ans qu'il y a une force politique qui, en France, dit : Nous ne voulons plus du camp contre camp, vous entendez ? La première fois depuis 50 ans ! C'est une rupture, c'est une rupture avec une idiotie, une idiotie grégaire, le coeur des moutons de Panurge dans lequel tout le monde politique français bêle de concert depuis un demi-siècle et, encore, je dis bêle, se précipite pour bêler, se bouscule pour bêler ! Et qui consiste à considérer que la moitié de nos concitoyens est infréquentable même pour les questions de la gestion quotidienne de la quotidienne gestion municipale simplement parce qu'ils n'ont pas la même étiquette que vous.

Et, ce qui est absurde dans toutes les familles, absurde dans toutes les entreprises dans toutes les communautés humaines, on a voulu en faire, depuis des décennies, la loi y compris de la gestion d'une commune d'un petit village ou d'une ville. C'est absurde.

Vous savez bien ce que nous pensons de cette question des camps politiques. Vous savez bien ce que nous en avons dit aux Français il y a moins d'une année. Je vous redirai dans quelques moments, sur le fond, en version 2008, nous pensons que la définition de ces camps, les repères qui

permettent de les dessiner, ne sont plus de saison, mais je reconnais que c'est un grave sujet. Je reconnais que c'est un changement profond qui fait débat et qui n'est pas mince.

Je sais bien qu'il ne sera pas tranché aisément, mais ce qui est compliqué dans la vie politique nationale et qu'il faut cependant dépasser dans une commune, dans un quartier, cela devient absurde que l'on puisse encore en être à croire qu'il faut tout le pouvoir aux uns et rien aux autres, tout le pouvoir à la gauche et rien à la droite ou tout le pouvoir à la droite et rien à la gauche simplement parce qu'ils ont fait quelques voix de plus aux élections, c'est débile, c'est se comporter collectivement comme des imbéciles et il y a au moins un parti qui propose à la France de ne plus se comporter comme des imbéciles.

Je vous dis ceci sans crainte d'être démenti, il n'y a, pour ainsi dire aucune des questions qui se posent à une municipalité qui doit être tranchée en fonction des couleurs politiques, des étiquettes politiques des uns ou des autres, ni la circulation ni les transports en commun ni l'écologie urbaine ni l'état des écoles ni la culture ni l'attractivité de la commune ni l'intégration des quartiers populaires ni le management du personnel municipal.

Certains diront : Il reste un sujet, c'est la fiscalité, mais, étant donné le niveau de la fiscalité dans la plupart des villes de quelque importance, en raison des charges qui s'imposent à elle, cette question n'est même plus un débat parce que tout le monde va bien être obligé de choisir la modération fiscale sauf à assommer les concitoyens sous les taxes et les charges.

Il n'y a plus de sujets qui se tranchent en fonction des étiquettes politiques, les sujets se tranchent en fonction de l'inspiration de la vision qu'un maire et son équipe ont de l'avenir. C'est donc le maire et son équipe qu'il faut choisir et pas l'étiquette politique.

Notre réponse est donc celle-ci : ce qui est bon pour une commune, pour une ville, ce qui est bon pour la vie locale, c'est le pluralisme. Nous sommes les défenseurs du pluralisme dans la démocratie locale.

Il faut que le plus largement possible les sensibilités différentes qui forment une commune, soient associées à sa gestion.

Le mono couleur, le mono "partisme", tout le pouvoir aux mêmes, c'est mauvais nationalement, c'est insupportable localement.

Voilà les 2 révolutions que nous portons.

Nous voulons que les élections locales se jouent sur des enjeux locaux et, pour la vie locale, nous voulons du pluralisme parce que nous considérons que les citoyens ont un droit égal à être représentés, même s'ils ne sont pas majoritaires dans la vie locale et, donc, nous défendons des majorités d'idées.

Nous tournons la page sur 50 ans de guerre, nous n'acceptons plus que la moitié de la France soit infréquentable ou l'autre moitié. Nous proclamons au contraire que les républicains sont tous pour nous fréquentables. Nous avons composé nos listes en associant des sensibilités différentes de démocrates et de républicains et nous pouvons composer des majorités d'idées avec des élus de qualité en mettant au deuxième plan la question de l'étiquette et la question de leur camp et au premier plan la question de leur approche de la vie municipale.

Ceux que nous écartons et écarterons, ce sont les sectaires et nous parlerons au contraire avec tous ceux qui sont ouverts parce que notre adversaire, ce n'est pas un camp ou l'autre, notre adversaire, c'est le clanisme et le sectarisme municipal et, donc, quand nous gagnerons une municipalité, nous irons plus loin que les autres et nous offrirons des responsabilités de gestion, s'ils l'acceptent, aux listes qui auront été minoritaires dans cette élection parce que, pour nous, tout le monde a droit de

participer à la gestion de la ville et personne ne doit en être exclu pourvu qu'il ait des principes démocratiques et républicains respectables.

Alors, bien entendu, je ne suis pas complètement éloigné des réalités politiques nationales en vous disant cela. Je sais bien que ce choix a une signification politique locale et aussi une signification politique nationale.

Bien sûr, que cela traduit un autre regard sur l'avenir de la France, car nous regardons la situation du pays et nous disons que ce rassemblement des énergies, cette volonté de majorité d'idée, le temps vient où elle sera aussi importante à l'échelon national qu'elle l'est aujourd'hui à l'échelon local, car si les élections locales sont, pour nous, un enjeu local, nous savons bien qu'elles interviennent à un moment donné précis, en un temps de notre peuple, que l'avenir analysera sans doute pendant longtemps, ce temps particulier où les choses ne sont plus à prendre à la légère et où les hommes d'État, les démocrates et les républicains ont le devoir impérieux de penser à l'avenir.

J'ai vécu intensément, on va le dire comme cela, parfois douloureusement, la période qui nous a séparés de l'élection présidentielle et, si je puis vous en faire la confiance aujourd'hui, dans ma vie d'homme, personnel, dans ma vie politique, je n'ai jamais connu de moment plus difficile que l'entre-deux tour de l'élection présidentielle de 2007.

J'avais évidemment avec le programme de Ségolène Royal de graves et profondes contradictions, notamment en matière économique, en matière de rôle de l'État, sur le SMIC, sur les 35 heures. J'ai appris d'ailleurs par la suite que si j'étais en désaccord avec son programme, elle ne l'était pas moins ! Mais cette contradiction ajoutée à l'état du parti socialiste, à l'inspiration du parti socialiste rendait évidemment, pour moi, impossible tout rapprochement, même si j'ai accepté un débat avec elle et même si, sur certains sujets en matière d'institution, il y avait évidemment des points de rencontre.

D'autre part, il apparaissait aux yeux de tous y compris aux miens, depuis longtemps, que ce deuxième tour était joué à l'avance. Tous les sondages, toutes les enquêtes, et la seule observation du face à face entre les 2 candidats suffisait à donner cette certitude.

En désaccord avec le programme de la candidate socialiste, considérant la victoire assurée de Nicolas Sarkozy, voyant la plupart des élus présents dans nos rangs à l'époque se précipiter pour monter dans le train du vainqueur, tout le confort, la prudence, le zèle de mes amis, le mouvement naturel des choses politiques, tout me conduisait, sinon au soutien, du moins au silence, dont nul ne m'aurait fait grief et dont beaucoup se seraient féliciter.

Mais je savais, avec une certitude intérieure qui ne s'est jamais démentie, pour l'avoir beaucoup observé depuis des années, que, tant du point de vue des choix politiques que de sa conception du pouvoir et simplement de la vie, Nicolas Sarkozy bien loin de résoudre les problèmes qui se posaient au pays allait se trouver en contradiction avec les attentes de la France et les exigences de l'heure.

Je n'avais avec lui aucune incompatibilité d'humeur contrairement à ce que l'on a écrit, mais je voyais la France, ses attentes, ses besoins, ses espoirs, et je le voyais lui, ses soutiens, ses méthodes, ses fascinations et je me disais : cela ne pourra pas aller.

C'est au terme de ce débat de conscience que j'ai conclu que mon devoir était de dire à mon pays, d'une manière ou d'une autre, à mes compatriotes qui venaient de me manifester une aussi large confiance, le fond de ce que je pensais. J'ai ainsi prononcé la phrase que l'on m'a tellement et si souvent reprochée dans nos rangs, par tant d'experts et par tant de sages, j'ai dit : Je ne voterai pas Nicolas Sarkozy.

Pendant ce long débat de conscience, je n'ignorais rien de la tâche qui, dès lors, s'imposerait à nous et du chemin de solitude dans le monde parlementaire qu'il nous faudrait suivre un moment, mais je

voulais que cela fut dit, à ce moment, en notre nom, au nom d'une partie du peuple français, une fois pour toutes même si je devais être seul à le dire.

*(Applaudissements...)*

Il y avait une part des événements que nous avons vécus que j'imaginai très bien. Je savais parfaitement que les promesses faites étaient purement, simplement, strictement impossibles à honorer. Elles étaient, et ce n'est pas peu dire, plus impossibles encore à respecter que ne l'avait été aucun des trains de promesses fait par aucun des prédécesseurs de Nicolas Sarkozy à la présidence et, Dieu sait, pourtant, qu'il y en a eu pour n'être pas avare de promesses ! Mais celles-là étaient strictement impossibles à respecter étant donné leur accumulation, leur somme et l'état du pays.

Cela, c'était la partie attendue de l'évolution des choses sur laquelle aujourd'hui les yeux s'ouvrent sans qu'il puisse y avoir en rien la moindre hésitation d'interprétation de la part des citoyens.

J'étais pour le reste profondément inquiet, mais je dois dire que mon inquiétude n'allait pas jusqu'à imaginer que les choses iraient aussi vite. Je n'aurais pas imaginé la nuit du Fouget's. Je n'aurais pas imaginé l'utilisation perpétuelle de la vie privée, le goût affiché pour le showbiz, le luxe, le train de vie à grand.... Tout cela qui est, selon moi, en contradiction directe avec la France, en tout cas, avec ce que je crois être l'esprit, la tradition et l'âme de la France.

Je n'aurais pas imaginé tant d'incertitudes et de contradictions sur la politique suivie, les dépenses pour une clientèle électorale quand il aurait fallu économiser, l'intervention continue sur tous les faits divers et, chaque fois qu'il y a un fait divers, l'annonce d'une loi alors que la loi précédente n'est pas encore appliquée, les pas en avant et les pas en arrière, les commissions de toute nature, auxquelles on assure, à toutes sans exception, qu'on suivra à la lettre toutes leurs recommandations et qui sont toutes démenties, desquelles ont le dos tourné, les annonces retentissantes de plans multiples et variés, les Grenelles de toute nature, le brouillage de toutes les pistes sous les yeux effarés, je ne sais pas si vous les avez vus pendant le Plan banlieue, j'ai regardé Nicolas Sarkozy et ceux qui l'entouraient, les ministres à la tribune, les yeux effarés des membres de ce qu'il est encore convenu d'appeler le gouvernement en attente du seul événement qui compte, le remaniement annoncé qui aura lieu après les élections municipales.

Je n'aurais pas imaginé que l'on aurait en même temps la mise en cause des piliers de notre pays et de notre République, la liberté, l'indépendance de la presse, d'un côté, et la laïcité, de l'autre.

Je n'aurais pas imaginé la cour, dans l'acception la plus monarchique et ancien régime de ce terme, la cour avec ces pompes et ses ors, le perpétuel concours de servilité, l'exposition publique des conseillers qui s'expriment comme s'ils étaient membres du gouvernement, élus de la majorité et l'exposition publique des conseillers, les grâces et les disgrâces des favoris -il paraît qu'il y en a une qui est en cours- et, au bout du compte, la vanité, la vacuité de tout cela qui n'est pas autre chose que du sable qui file entre les doigts de sorte que la question qui se posera nécessairement quand on fera le bilan très vite est une question qui n'est ni de gauche ni de droite ni du centre ni une question de majorité ni une question d'opposition. Ce n'est même plus une question de projet de société, c'est une question nationale : qu'en est-il dans tout cela de l'image de la France et de la réalité de la société de notre pays ?

Qu'en est-il aujourd'hui et qu'en sera-t-il dans quelques mois et est-ce qu'il y a quelqu'un dans les cercles d'influence, dans les cercles de pouvoir qui parle avec nos partenaires et amis européens, qui parle avec les ambassadeurs ?

Y a-t-il quelqu'un quelque part qui mesure, objectivement, ce que nous ressentons, nous, subjectivement, sur ce qui se passe tous les jours chez nous sous nos yeux et des conséquences que cela a sur l'image de la France à l'extérieur ?

Ô, bien sûr, je ne doute pas que les yeux s'ouvrent y compris dans les cercles de pouvoir. Il suffit d'écouter dans la majorité, non pas ceux qui parlent, mais ceux qui se taisent. Il suffit de compter tous ceux qui font des prodiges d'acrobatie pour éviter le soutien trop appuyé du Président de la République à leur campagne locale !

En effet, ce que j'ai dit aux Français, au mois de mai, tant de responsables le chuchotent entre eux et le disent tous bas aux Français aujourd'hui et, donc, pour moi, il n'y a plus que la question de l'avenir qui compte. De tout cela, de cet immense dérapage, notre pays risque, je dis risque, parce que je conserve toujours une part d'espoir, je me dis que, peut-être, les yeux vont s'ouvrir, peut-être une conversion brutale interviendra, je le voudrais, bien que je considère que les dégâts soient fort amorcés, mais notre pays risque de sortir traumatisé de tout cela. Tant d'espoirs déraisonnables, tant de fascination et, au bout du compte, tant de désillusions.

Le temps viendra donc assez vite je le crains où la question sera celle de la reconstruction d'un projet national. La question sera celle de la mobilisation de la volonté du pays et de la direction à prendre.

Je vous dis, comme je l'ai pensé depuis le premier jour, c'est ce rendez-vous là qui sera notre rendez-vous. Si nous avons créé le Mouvement Démocrate, si vous le faites vivre partout en France, avec ses générations nouvelles, si nous avons voulu ce parti nouveau, malgré les habitudes du monde parlementaire et des élus qui ont leurs habitudes et leurs préférences, c'est parce que nous sentons bien que l'étape dans laquelle nous étions rentrés un jour ou l'autre exigerait des forces nouvelles, forces nouvelles et rassemblement nouveau.

Je veux vous dire la conclusion à laquelle je suis arrivé depuis longtemps. La reconstruction qui s'imposera concernera toute la maison France, fondations comprises et il ne s'agira pas de changer la maison, mais de lui permettre de traverser les temps nouveaux avec leurs orages, enfin, en bonne santé et en bonne forme.

Quand viendra le temps et l'urgence d'une telle construction, je vous le dis comme je le pense, il faudra que se rapprochent et se rassemblent les grandes familles qui ont fait la République, comme elles ont accepté de se rapprocher et de se rassembler à la libération et comme elles l'ont fait en 1958.

Si je ne me trompe pas sur l'état du pays, il faudra une alliance des démocrates et des républicains, une alliance des reconstruteurs. Il faudra un jour, et plus vite qu'on ne croit peut-être, que puissent parler et travailler ensemble pour préparer une alternative des forces de gauche, des forces du centre, démocratiques et la partie la plus consciente de la droite républicaine, parlent non pas en femmes et en hommes politiques, mais en femmes et hommes d'État.

Cette tâche devra être assumée pour remettre le pays sur ses rails en le rassurant et en l'adaptant et la tâche sera immense.

Nul ne sera en situation de l'assumer seul avec ses seules forces, ses seuls amis et ses seules préférences, et l'énoncé des sujets que nous allons devoir traiter ce jour-là, il suffira je pense pour que vous voyez à quel point le rassemblement est nécessaire, il faudra par exemple que ces forces se réunissent pour regarder en face la question des finances publiques car, si les reconstruteurs ne sont pas à ce moment solides et solidaires, les finances publiques ne pourront pas être assainies et équilibrées et, si les finances publiques ne sont ni assainies ni équilibrées, puisque la dévaluation nous est désormais interdite, alors, ne vous trompez pas, ce sont des générations qui vont être sacrifiées.

On discute, par exemple, sans fin du pouvoir d'achat, qui mesure la ponction, le prélèvement que représente sur le pouvoir d'achat des salariés ou des retraités le service de la dette, lequel atteint presque les trois quarts de la totalité de l'impôt sur le revenu des Français. Que seraient les familles,

quel niveau de vie auraient-elles si elles pouvaient disposer des trois quarts de la totalité de l'impôt sur le revenu qu'elles paient ?

Évidemment, le niveau de vie et le pouvoir d'achat changeraient et cette question est une question brûlante puisque, je l'ai dit, autrefois, on avait la dévaluation pour traiter cette question.

Maintenant, comme tous les pays européens vont le rappeler aux autorités françaises dans les jours qui viennent, il n'y a que le sérieux, l'effort sérieux et prolongé de long terme qui pourra remettre le pays à l'endroit.

Il faudra que ces rassemblements se fassent pour réconcilier les Français avec les deux piliers de leur avenir que sont l'école, d'un côté, et l'entreprise, de l'autre.

Il faudra qu'elles le fassent pour que l'État retrouve la sérénité et le bien-être créateur de confiance.

Il faudra qu'elles le fassent pour inventer une méthode de réforme crédible, moins agitée, qui intervienne sur moins de sujets, mais qui sache mieux sélectionner les sujets clés en se concentrant sur ces sujets clés, en choisissant de ne pas déstabiliser la société française, mais en agissant activement pour qu'elle adapte ses qualités et qu'elle corrige ses blocages.

Il faudra qu'elles le fassent en reconstruisant et ce sera probablement la première étape, nos institutions.

Si ce que je vois venir se réalise, alors ce sont les institutions de la Vème République elles-mêmes qui vont se trouver en cause, car il va apparaître aux yeux de tous qu'en permettant les dérives de pouvoir d'un seul, elles n'ont pas protégé le pays comme elles auraient dû le faire. Ce ne sont pas des institutions qui poussent à la raison, à la volonté et à la sagesse, ce sont des institutions qui poussent à la cour, à l'abus de pouvoir, qui accentuent les défauts naturels des hommes en ne mettant aucun frein à l'exercice du pouvoir.

Il va être temps de reconstruire la République et de donner à la France une démocratie. Il faudra que ses forces se rassemblent pour proposer à notre pays dans le monde comme il est une vision de son avenir, pour que notre pays enfin défende une certaine vision du monde et pas la vision exclusive des plus forts.

Voyez-vous, si je ne me trompe pas, je prends des risques devant vous, la crise financière n'est pas finie. La crise des *subprimes*, qui a déstabilisé le monde de la finance mondiale pour avoir abusé des crédits aux ménages, en fait, insolubles, s'est transmise comme un virus à un très grand nombre de banques qui avaient toutes investi dans des produits financiers qui comportaient une part ou une autre de ces risques, mais, aujourd'hui, ce qui menace, ce qui vient, je crois, est plus lourd de conséquences encore, car il s'est découvert que la plupart des obligations d'entreprises ou de collectivités locales sont garanties par des établissements financiers que l'on appelle rehausseurs de crédits, au service d'emprunteurs moins bien cotés qu'eux.

L'appréciation de la santé financière de ces rehausseurs de crédits est cruciale pour l'exercice de leur activité.

Écoutez bien, certains estiment aujourd'hui qu'il va manquer pour rétablir l'équilibre de ces rehausseurs de crédits, des centaines de milliards de dollars, c'est-à-dire 2 à 3 fois plus que les conséquences de la crise des *subprimes*.

Quand on découvrira que le monde financier, bien entendu nécessaire à l'économie, a dérapé parce qu'il n'existe pas de régulations raisonnables en face de ces excès. La question qui se posera sera nécessairement, une question politique : où sera l'autorité nécessaire ? Où sera la légitimité de cette autorité qui pourra parler aux marchés pour éviter que leur activité ne se transforme quasiment, avec les délires et les risques qui vont avec, en casino ?

Qui pourra imaginer d'abord, proposer ensuite, imposer enfin, un instrument de régulation ? Et vous voyez que la taxe TOBIN qui a été tant décriée et qui avait été pensée par TOBIN au début comme un moyen de rendre moins fous, moins liquides les mouvements spéculatifs sur le marché de la finance, une telle idée bonne ou mauvaise à discuter, mais il faudra bien en trouver d'une manière ou d'une autre, elle ne pourra être proposée à la planète que s'il existe des voix politiques capables de s'imposer en face des grandes puissances financières et de faire respecter un certain nombre d'orientations de droit commun, un certain nombre d'orientations de protection des citoyens que nous sommes et même du monde économique qui en souffre tant dans le monde.

Question politique : où sont les voix qui vont permettre de définir et de faire respecter de nouvelles règles ? Mes enfants, vous voyez la réponse, Jean-Luc tout à l'heure l'a esquissée, il n'y a pas de possibilités d'aller dans ce sens si l'Europe demeure ce qu'elle est, c'est-à-dire un magma dans lequel les uns discutent avec les autres à géométrie variable et sont incapables de faire apparaître une volonté politique à l'égal de ce que devrait être la volonté politique des grands états américains, chinois, indien, qui vont demain faire la réalité, le tissu de la décision sur la planète.

Comme vous le savez, j'évoquais le traité de Lisbonne, je dois vous dire que je l'ai voté sans aucun enthousiasme d'aucune sorte. Je l'ai voté parce que je n'ai jamais voté contre l'Europe et que, donc, chaque fois que l'on me propose quelque chose qui est : On va faire un pas en avant, je dis : D'accord, banco, je ne serai pas celui qui va être un frein dans quelques déplacements que ce soit de l'Europe, mais, quand je regarde ce qu'il faudrait pour l'Europe et ce que le traité de Lisbonne lui offre, je vois un gouffre, je vois la nécessité absolue, au fond, les 2 nécessités absolues. De quoi a-t-on besoin ? On a besoin que l'Europe se considère comme un acteur politique de premier plan et, pour que cet acteur politique puisse jouer son rôle, il faut une vie politique européenne dans laquelle les sujets devront être débattus devant les citoyens et dans laquelle ils puissent s'engager par leur vote pour que les dirigeants suivent ce que les citoyens et les peuples veulent. C'est cela qu'il faut pour l'Europe.

Alors, le traité de Lisbonne donne un tout petit peu de l'un, une voix politique peut-être un peu mieux élaborée et rien du tout de l'autre : la vie démocratique dont l'Europe a besoin.

Vous verrez que ce sujet-là va devenir, pour les peuples européens, un sujet obsédant parce qu'il n'est pas possible de considérer que l'avenir d'un vaisseau comme le vaisseau européen se détermine simplement parce qu'il y a une réunion du G4 ou du G5, du G6, du G7 à géométrie variable entre des dirigeants qui considèrent qu'ils ont des dialogues secrets et que les peuples n'ont rien à en savoir.

Cela est une question pour nous démocrates et militants européens. C'est une question de citoyens.

Le jour viendra nécessairement où il faudra que la France, parce qu'il n'y a que la France qui puisse faire cela, il n'y a que la France qui ait clairement cette idée, propose à l'ensemble de ses partenaires européens d'avoir cette mutation profonde qui entraîne, non pas la disparition des politiques nationales, mais enfin le dialogue des politiques nationales pour déterminer une politique européenne.

Sans cela, nous n'aurons pas de projet de société et vous voyez l'oeuvre immense qui va être un jour, peut-être plus tôt que prévu, selon moi, devant ceux qui accepteront d'entrer dans cette alliance des reconstituteurs. On va avoir une oeuvre immense à accomplir, difficile, lourde, mais, après tout, rien n'est plus difficile et plus lourd que l'espèce d'enlèvement dans lequel on est en train d'entrer avec les gens qui ne croient plus à rien et qui tout d'un coup se réveillent en ayant une dixième fois le sentiment d'avoir été trompés, qu'on ne leur a pas dit la vérité et qu'on est en train de les distraire avec des choses secondaires au lieu de s'occuper des choses principales.

C'est notre heure, c'est notre rendez-vous, c'est cela que nous avons devant nous et c'est cela qui se préfigure au travers du remarquable travail que vous faites avec nos écharpes orange.

L'apparition d'une génération politique nouvelle qui a décidé de s'occuper de ces affaires et de ne pas laisser les autres décider à sa place.

Je vous souhaite de bonnes élections municipales.

Je vous souhaite du courage et je nous souhaite d'être au rendez-vous que le pays nécessairement nous fixera. Je vous remercie.

*(Applaudissements...)*